



Pour information — document sans caractère officiel

**EMBARGO:**

jeudi 1<sup>er</sup> mars 2007  
00:01 heure (GMT)

## MESSAGE DU PRÉSIDENT

Cela fait de nombreuses générations que l'on tente de lutter contre les effets néfastes du trafic et de l'abus de drogues illicites et que des institutions sont mises sur pied aux niveaux national et international pour s'attaquer au problème. Des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine de la réduction du trafic et de l'abus, mais il reste encore beaucoup à faire.

De nombreux pays sont actuellement ciblés par les trafiquants, ce qui donne lieu à des envois en grandes quantités de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques illicites. L'augmentation des saisies de cocaïne et d'héroïne faisant l'objet de trafic illicite laisse supposer qu'il existe des groupes criminels très organisés qu'il faut arrêter et empêcher de faire circuler impunément des drogues de par le monde. Les saisies font également apparaître la nécessité d'améliorer la répression et l'échange d'informations.

Si le phénomène du marché non réglementé n'est pas nouveau, l'Organe est particulièrement troublé par le fait que, ces dernières années, des substances placées sous contrôle international ont été mises sur ce marché en quantités de plus en plus importantes et de plus en plus variées. En outre, les trafiquants se tournent vers de nouvelles méthodes de trafic et de détournement de ces substances, notamment la distribution transnationale de médicaments contrefaits et l'utilisation d'Internet et des services postaux et de messagerie.

L'activité du marché non réglementé expose les patients à des risques sanitaires graves, en offrant des médicaments souvent accompagnés d'informations insuffisantes, peu sûrs, inefficaces ou de mauvaise qualité. En outre, les progrès réalisés ces dernières années en matière de contrôle international des drogues pourraient être gravement compromis si ce phénomène alarmant n'est pas maîtrisé. Il faut d'urgence en cerner les causes profondes et prendre des mesures correctives.

Alors que les progrès technologiques sont mis au service d'objectifs peu avouables, les personnes chargées de la détection, de la répression et de la réglementation en matière de drogues ont besoin d'être mieux formées et équipées. Il nous faut mettre nos compétences au service du bien de tous en coopérant et en collaborant mieux, tout en préservant nos mandats. Il faudrait en outre renforcer l'échange d'informations entre États pour aider à intercepter les drogues faisant l'objet d'un trafic illicite.

Les gouvernements devraient aussi être conscients de l'importance du rôle des activités de réduction de la demande de drogue dans la lutte contre le problème de la drogue. Ils devraient adopter des programmes de réduction de la demande, notamment de traitement, de réadaptation et de réinsertion sociale, qui soient efficaces, accessibles, d'un coût abordable et durables.

Pour assurer à terme le succès de la lutte menée contre le problème mondial de la drogue, il faut non seulement une législation adaptée qui soit effectivement appliquée, mais aussi des programmes de réduction de la demande bien conçus et exécutés par un personnel dûment motivé, ce dernier ayant un rôle considérable à jouer dans l'aboutissement de nos efforts. Il faut désigner avec circonspection les hommes et les femmes chargés de diriger nos organes de contrôle.

Au niveau international, les organisations qui ont pour mandat le contrôle international des drogues devraient collaborer plus étroitement. Le temps de l'isolement est révolu. En dernière analyse, pour résoudre le problème mondial de la drogue, il faut pouvoir compter sur l'engagement de tous:





*Pour information — document sans caractère officiel*

**EMBARGO:**

**jeudi 1<sup>er</sup> mars 2007  
00:01 heure (GMT)**

les enfants, les parents, la société civile et les gouvernements. Joignons nos forces pour débarrasser la planète du problème de la drogue: c'est là une superbe occasion de faire changer la vie des gens dans le monde. Ne la laissons pas passer.

Le Président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

Philip O. Emafo